



Avis du panel « Jeunes Citoyens »

Avril 2018

Sommaire

Quelques mots sur le panel Jeunes Citoyens	3
La réflexion telle que nous l'avons menée.....	4
L'avis des Jeunes Citoyens aux élus du Projet Métropolitain.....	7
1.U.n monde en mouvement.....	8
2.Un monde durable.....	11
3.Un monde solidaire	13
Conclusion.....	16

Nohaila ATTALBIOUI de Grenoble, Omar ATTALBIOUI de Grenoble, Cyriac BARRA de Jarrie, Dorssaf BENHASSEN de Grenoble, Eitan CARTA-LAG de Grenoble, Quentin CHAMPAUZAC de Grenoble, Nicolas CHAMPAUZAC de Grenoble, Lou DELLOVA de Saint-Martin-le-Vinoux, Noémie DERONE de Grenoble, Grégoire EYNARD de Murianette, Laurie FAUVERNIER de Vif, Myriam GAFSI de Saint-Martin d'Hères, Suzanne JARGOT de Sassenage, Rihad JELLOULI de Grenoble, Nicolas KRUMMER d'Eybens, Hajar MANI de Grenoble, Alexia MOITEIRO DA CRUZ de Saint-Martin d'Hères, Aurélie MULLER de Grenoble, Wilfried NATOLI de Saint-Martin d'Hères, Manel PASTORELLO de Grenoble, Roxane PEPIN de Saint-Martin d'Hères, Léonore REBAUDO de Sassenage, Solo SOLO KEITA de Saint-Martin d'Hères

membres du panel Jeunes Citoyens, ont contribué collectivement à la production de cet avis.

Quelques mots sur le panel Jeunes Citoyens

Dans le cadre de la démarche de *Projet Métropolitain* que mène Grenoble-Alpes Métropole, 23 jeunes habitants du territoire âgés de 17 à 25 ans ont été sollicités sur la base d'un tirage au sort, pour participer à un exercice de prospective visant à formuler collectivement un avis sur leur vision à 2030, spécifiquement en tant que jeunes métropolitains.

Résidant dans 7 communes du territoire où ils poursuivent leurs études ou, pour plusieurs d'entre eux, sont déjà entrés dans la vie active, ils montrent une grande diversité de profils sociaux et familiaux. Tous volontaires pour cet exercice, ils ont en commun une curiosité naturelle sur un grand nombre de sujets et présentent une palette d'opinions d'une belle diversité, ces deux caractéristiques aidant à comprendre au moins en partie leur intérêt pour participer à ce panel.

Ce dernier leur a valu de consacrer trois journées de leur temps à un questionnement complexe et libre à la fois, destiné à recueillir leurs attentes ou leurs souhaits pour « vivre bien » dans ce territoire à l'horizon 2030.

Au cours de la première session dite d'information, le samedi 10 mars 2018, le panel a pris connaissance de la forme que prendrait le projet métropolitain et de l'intérêt que portent les élus à l'expression des jeunes. Le groupe s'est ensuite interrogé sur le sens de la question qui lui était posée, et a conclu sa réflexion autour de grands enjeux sociétaux tels que l'environnement, la préparation à la vie professionnelle à travers la formation, et la lutte contre les discriminations et les inégalités.

Ces trois « méta-sujets » ont fait l'objet d'investigations au cours de la seconde session du samedi 24 mars, éclairées par des personnalités invitées à donner leur point de vue. Ainsi les membres du panel ont-ils pu prendre du recul par rapport à leur propre vécu, confronter leur opinion aux dires d'experts, et nourrir la réflexion collective par des échanges fructueux.

La troisième et dernière session du samedi 31 mars a été consacrée à la préparation collective du présent avis. Le groupe a réorganisé son travail autour de la question initiale, croisant celle-ci avec sa compréhension du contexte métropolitain. De fait, ce dernier a constitué le fil rouge des trois sessions.

Le panel Jeunes Citoyens en résumé

14 jeunes femmes, 9 jeunes hommes

Moyenne d'âge : 21 ans (de 17 à 25 ans)

Particularités : une sœur et son frère, un frère et son frère

Habitant 8 communes : Eybens, Grenoble, Jarrie, Murianette, Saint-Martin-d'Hères, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Vif

Experts auditionnés : Nadia HAMADACHE, consultante indépendante (*la lutte contre les discriminations, la laïcité, les inégalités en 2030*) ; Stéphane LABRANCHE, sociologue et chercheur enseignant associé à PACTE et à Sciences Po Grenoble, membre du GIECC et spécialiste des questions climatiques (*les énergies, l'environnement et l'économie en 2030*) ; Colin LEMAÎTRE, consultant (*s'orienter, se former, travailler en 2030*),

Les sessions se sont déroulées les samedis 10, 24 et 31 mars à *La belle Electrique* (Grenoble), de 9h30 à 17h00.

1

La réflexion telle que nous l'avons menée

La question

Vous nous avez sollicités sur la base d'une question à laquelle vous nous avez demandé de répondre : « *Quelles sont vos inquiétudes et vos rêves pour 2030 ?* ». Peut-être possédez-vous la réponse en ce qui vous concerne, ou peut-être pas. Quoiqu'il en soit, cette question, vous nous la posez, et nous choisissons d'y répondre.

Nous l'avons toutefois un peu reformulée, manière de nous l'approprier tout en y logeant la réponse : « *Quels sont nos rêves et nos craintes pour 2030 ?* ». Ainsi notre questionnement nous paraît-il plus fluide, plus représentatif, si l'on peut dire, de nos aspirations profondes : nous sommes jeunes et nos rêves sont plus forts que nos craintes.

Ne vous méprenez pas : des craintes ou des inquiétudes, nous en avons tous. De natures diverses, plus ou moins fugaces ou rémanentes... Mais bon, ces craintes qui sont les nôtres, nous les croyons communes et même banales et pour tout dire, nous ne les avons pas vraiment déballées. Disons qu'elles relèvent un peu du domaine de l'intime ou qu'elles ne nous paraissent pas si importantes.

Qu'attendez-vous de nous ? De nous projeter vers une ligne d'horizon qui flotte douze ans en aval de notre vécu actuel. Vous nous affirmez le faire de votre côté. Alors nous avons joué le jeu.

Le monde en arrière-plan

Notre monde tel que nous le voyons en 2030 est éminemment désirable. Aucun de nous ne s'est projeté dans un monde en 2030 dont l'ombre s'épaissirait encore, plus noir que celui dans lequel nous plonge le déluge permanent d'informations.

Oh, nous savons bien que la part d'ombre existe, ici ou là et maintenant : pas la peine de viser 2030 ! Nous sommes d'ailleurs capables d'en citer quelques grandes composantes, qu'elles soient le produit

du fracas des armes, corrompues par de monstrueuses inégalités ou révélées par les désastres environnementaux.

Elles ne nous obsèdent pas. Du moins, pas sous la forme d'inquiétudes qui, mises bout à bout, nous feraient craindre le monde tel qu'il adviendra en 2030 : ce monde de 2030, nous avons envie d'y vivre, et même d'y vivre bien.

Entendons-nous bien. Ces grands problèmes dont souffre l'humanité, ce sont les nôtres aussi. Ils nous sont inacceptables autant qu'à vous et comme vous, nous souhaiterions un monde idéal duquel ils seraient inexistant, comme évaporés. Nous savons qu'il n'en est rien et que, probablement, il n'en sera rien en 2030.

Mais nous voulons que les choses s'améliorent. Car sinon, cela signifierait que nous n'avons pas pris. Non pas tant « prise sur le monde », mais prise sur nous-même, notre propre mouvement, nos dynamiques respectives qui font qu'en tant qu'espèce sociable, nous bougerions de concert.

Oui, nous croyons en notre avenir et c'est la raison pour laquelle nous avons débattu d'une situation de départ -la nôtre ici et maintenant-, et de ce que nous en ferions dans douze ans.

Douze années-lumière

C'est ainsi que nous nous sommes pris à rêver d'un avenir qui n'est pas si mal, l'œil collé au hublot d'une fusée en attente d'un départ imminent, réacteurs grondants, vers un futur incertain.

Plusieurs d'entre nous ont pris de l'avance : ils sont déjà partis. D'autres sont sur le départ, font les derniers réglages, se calent au fond du siège. D'autres, enfin, savent qu'ils partiront un jour et observent le monde autour d'eux, afin de déceler l'indice qui les mènera sur leur propre trace.

Nous sommes jeunes et ces 12 ans qui nous séparent de 2030 équivalent à plus de la moitié du chemin que nous avons déjà parcouru depuis que nous sommes nés, et même aux deux-tiers pour les plus jeunes d'entre nous.

C'est dire que nous n'avons pas construit nos rêves à 2030 en prolongeant notre passé, mais en nous projetant dans un espace-temps considérable.

Ce ne sont pas douze ans qui nous séparent de 2030 mais plutôt douze années-lumière !

Le groupe

Tout d'abord il y a l'entrée dans les lieux. Circonspect, on gravit la volée de marches, on pousse la porte, souriant et interrogatif à la fois. Le lieu est chaleureux et plusieurs le connaissent, enfin à travers une autre configuration, celle des concerts qui s'y déroulent à la nuit tombée. Pas grand-chose à voir avec ce samedi matin, sa sérénité de début de journée et un accueil vraiment sympa, celui de l'équipe de la *Belle Electrique* qui accompagnera le groupe jusqu'au tout dernier moment.

Il y a ensuite les présentations quand, tour à tour, on décline son prénom, sa commune de résidence et sa qualité : « *Euh, qu'est-ce que je dois dire ? - Ben, ce que tu fais dans la vie !¹* »

On écoute, l'air de rien, comment le premier s'exprime. Puis le second, et lorsque le tour de table se rapproche, on est rassuré : les autres sont comme moi et je suis un peu comme eux : jeune, fille ou garçon, à l'aise ou un peu timide. Une vanne fuse, ça rigole, on voit des corps qui s'étirent, les bras se décroisent, certains jouent avec leur crayon, bref on se détend en écoutant celles et ceux qui causent et qui sont restés debout.

¹ Les expressions en italiques et entre guillemets sont des verbatims.

La première accélération, c'est à l'heure de la pause qu'elle se produit. On file dehors s'ébrouer et respirer un coup et... on se rue sur le babyfoot, ce puissant outil d'intégration à forger des équipes qui se chambrent et se chamaillent, mêlant perdants ou gagnants, car « *le score on s'en fiche* » !

C'est à l'issue de cette première pause que nous sommes devenus un groupe, ce groupe qui nous a donné envie de revenir un second samedi puis un troisième encore. Nous nous sommes même promis, à plusieurs, de nous revoir par la suite.

L'écoute

« *Ce que je retiens c'est que nous avons des valeurs communes mais des visions différentes* » (on souligne au passage la profondeur du propos...) S'il fallait n'en sélectionner qu'une, l'écoute s'imposerait comme valeur commune. Elle a permis de confronter sans heurt des points de vue divergeant sur des sujets réputés clivants : le port du voile et le rapport à la laïcité, la place du nucléaire dans le mix énergétique de demain, l'entrepreneuriat individuel face à la défense des droits collectifs, etc.

Sur aucun de ces sujets le groupe n'a souhaité trancher. Peut-être n'en avons pas eu le temps, peut-être sentions-nous que ces opinions différenciées ne pourraient pas trouver consensus, peut-être que les experts invités à apporter leur éclairage ont su mettre en évidence la profondeur de champ des questionnements sociétaux ; plus sûrement la palette des opinions a fait place à la tolérance envers les arguments des autres.

C'est ainsi que les idéologies sont restées au vestiaire, permettant l'expression de convictions écoutées avec bienveillance. « *On nous laisse exprimer nos idées comme on veut* ». C'est en effet la moindre des choses. « *C'est cette liberté que j'apprécie. On nous donne un thème, on nous lâche sur un sujet et on gambade autour* ».

En prise avec notre temps

Que les climato-sceptiques se fassent une raison : ils appartiennent au passé. Notre échantillon de jeunes a parfaitement intégré que le climat se dérègle, tout comme nous pressentons l'importance, de manière générale, des questions environnementales. Est-ce un effet générationnel, issu d'une acculturation sur fond de programmes scolaires qui désormais les intègrent ? D'un auto-apprentissage construit à partir du flot d'informations que nous recevons en continu ? Du simple produit d'esprits formés correctement, curieux des choses du monde ? Certains, et c'est heureux, s'interrogent sur l'équilibre à trouver entre l'impératif écologique et la croissance économique ou le bien-être social. La question est cruciale en effet ! Et la réponse toute en nuances...

De la même manière, eu-t-il un jour existé, le cloisonnement et l'entre-soi n'ont guère de prise sur nous. Les deux-tiers du panel révèlent à coup sûr une diversité d'origines de la Terre entière, ou peu d'en faut. Faut-il y trouver la source de cette tolérance dont nous avons su faire preuve ? Le mini-débat qui s'est spontanément déclaré sur la place du voile en république est révélateur du degré d'ouverture à l'autre. « *En quoi le port du voile serait-il contraire au principe de laïcité ?* » s'interrogent certains. « *Comment prendre en compte l'opinion des gens que ça choque ?* » rétorquent les autres.

Au final, personne ne s'est engueulé, le groupe émettant le souhait que la solution à un sujet aussi sensible soit déterminée au cas par cas.

2

L'avis des Jeunes Citoyens aux élus du Projet Métropolitain

L'ensemble de nos contributions et délibérations a balayé largement tant les enjeux de l'organisation collective de la cité, que nos préoccupations individuelles, nos espoirs, nos interrogations.

Jeunes actifs, étudiants ou encore à la recherche de notre voie, nous livrons ici notre point de vue, c'est-à-dire littéralement ce que nous voyons de là où nous sommes, considérant le monde qui nous entoure tel que nous le connaissons et tel que nous le vivons.

De ce point de vue nous avons formalisé des constats et tracé des perspectives qui dessinent ce qui à notre sens pourrait être un avenir souhaitable. Si nous avons pris quelques libertés par rapport au cadre des strictes compétences de la Métropole, telles qu'elles nous ont été rappelées lors de notre première journée de travail, nombre de nos considérations peuvent cependant inspirer ses orientations générales, et nous avons formulé quelques suggestions concrètes dont la mise en œuvre relève pleinement de ces compétences.

Nos réflexions nous ont conduits à considérer que le monde qui vient sera, et nous souhaitons qu'il soit, tout à la fois un monde en mouvement, un monde durable et un monde solidaire.

Approfondissant les enjeux et les conditions de chacune de ces grandes orientations, nous avons rapidement fait le constat que pour que ce monde advienne, il n'est sans doute pas nécessaire de remuer les montagnes. L'essentiel est déjà là, même s'il est perfectible sans doute, insuffisant parfois, méconnu trop souvent. L'économie de moyens, de matière, de ressources naturelles, d'énergie n'est pas seulement dans l'air du temps, mais aussi nous en avons conscience, une nécessité impérieuse. C'est pourquoi nous pensons que cet avenir, « *il nous faut le construire avec ce qu'on a* », améliorer, valoriser et étendre l'existant.

Un monde en mouvement

C'est tout à la fois un monde qui va évoluer autour de nous et auquel il faudra s'adapter, et un monde que nous ferons évoluer par nos choix et nos modes de vie.

D'abord, nous sommes jeunes et pour nous le mouvement c'est un certain appétit à découvrir le monde. Nombre d'entre nous aspirent à voyager, certains même à vivre ailleurs tout ou partie de leur vie ; d'autres à rester ou revenir vivre à Grenoble. Nous considérons que Grenoble est une ville ouverte sur le monde et en phase avec ses grandes mutations.

Mais le « mouvement » nous amène à des considérations plus concrètes sur lesquelles nous avons plus particulièrement réfléchi : la mobilité et les outils de locomotion, la mobilité dans le travail, et l'adaptation aux évolutions technologiques.

Nos modalités de déplacements à travers la métropole mais aussi au-delà

La place de la voiture est souvent centrale dans les réflexions sur la mobilité en ville. Nous pensons qu'il faut en limiter l'usage, pour les raisons que nous connaissons d'encombrement, de pollution etc. Mais dans une métropole étendue comme la nôtre, densément urbanisée à certains endroits et beaucoup moins à d'autres, nous estimons qu'elle doit avoir encore sa place. Elle doit pallier notamment la difficulté de généraliser un réseau de transports en commun uniformément efficace sur l'ensemble du territoire et parfois inadapté aux déplacements domicile-travail par exemple, en fonction des horaires ; elle préserve également une certaine autonomie individuelle encore largement appréciée.

On pourra limiter l'usage de la voiture individuelle, en offrant des connexions pratiques avec les transports en commun. Le développement des parkings-relais stratégiquement situés, tels qu'ils existent déjà, leur sécurisation et des tarifs incitatifs jusqu'à la gratuité nous semblent pouvoir répondre à cet objectif.

Sans oublier les progrès techniques. Aujourd'hui, nous dit notre spécialiste, ingénieur-automobile en devenir, une voiture est conçue pour être recyclée complètement lorsqu'elle arrive en fin de vie. Sans compter les innovations et ruptures technologiques. La voiture électrique, par exemple. Les hybrides, l'hydrogène. Sans compter les véhicules propulsés par des moteurs propres qui ne sont pas vraiment des voitures mais des outils de mobilité urbaine, les scooters électriques, les vélos électriques, etc.

Les transports en commun existent et leur réseau est relativement dense sur l'agglomération. L'usage révèle toutefois quelques faiblesses qu'il nous semble important de souligner et qui à notre sens peuvent être surmontées.

L'accessibilité aux transports en commun sur l'ensemble du territoire doit être abordée sous l'aspect de la solidarité territoriale et non sous le seul aspect économique. Cela implique par exemple une densification du service, une souplesse horaire, et une amélioration des conditions de l'intermodalité (voiture, train, bus, tramways).

Les tarifs des transports en communs restent à interroger, car trop lourds pour certains budgets. « *Quand on met la pression économique, ce sont les pauvres qui trinquent* », rappelle l'un de nous.

Nombre d'entre nous ont souligné par exemple que la perte du bénéfice du « tarif jeune » était subie douloureusement au-delà de 25 ans, alors que trop souvent la situation économique de l'intéressé n'a malheureusement pas évolué. En s'inspirant des expérimentations conduites dans certaines grandes agglomérations, la Métropole pourrait envisager la gratuité des transports en commun sur son territoire. Rejoindre ainsi les objectifs de l'Organisation des Nations Unies : rendre inaliénable le droit à la mobilité.

L'insécurité dans les transports en commun est également soulignée, elle est à l'origine de certaines réticences à leur usage, notamment à certaines heures et dans certains quartiers. Le maintien en bon état d'entretien et de confort des équipements, agit également sur ce sentiment d'insécurité.

L'usage du vélo est déjà largement implanté dans la ville. De moindre impact en termes d'espace, de dépense énergétique, de pollution, il doit être encouragé. Cela implique une nette amélioration de la sécurité tant sur les voies dédiées que sur la voirie qu'il partage avec les voitures et les transports en commun. Nous soulignons également que le respect du code de la route par les cyclistes reste une cause importante de leur propre insécurité et de celle des autres usagers.

Notre mobilité, dans notre vie personnelle et professionnelle

Notre avenir sera fait de mobilité, nous en sommes convaincus. Mobilité choisie ou mobilité contrainte, sans doute un peu les deux.

On nous prédit que nous ne ferons pas toute notre vie le même travail. Ce sera peut-être par choix, ou peut-être y serons-nous contraints. Il faut nous y préparer :

- Par une formation plus générale et plus ouverte que ne le sont les formations « tunnel » très spécialisées vers un emploi précis mais qui laissent démunis face à de nouveaux challenges.
- Par une culture du risque encore trop peu présente. Nous ne sommes pas suffisamment formés à l'imprévu. Il y a une forte culture de la réussite. Assez paradoxalement, la société a tendance à stigmatiser une trop grande stabilité en l'associant parfois à un manque d'ambition et d'un autre côté elle stigmatise tout autant l'échec éventuel de ceux qui ont tenté quelque chose. Or « *se tromper n'est-ce pas se donner une chance de pouvoir gagner une autre fois ?* ».

Il existe de nombreux dispositifs pour accéder à de nouvelles formations, pour nous aider à la reconversion, mais lorsque le besoin est présent, ils sont difficiles à appréhender. Ce pourrait-être un projet métropolitain de créer un « Pôle de reconversion », regroupant toute l'information sur ce qui existe déjà, les dispositifs d'accompagnement : les formations, les aides disponibles, les formations à la création d'entreprise par exemple qui, au-delà de la qualification professionnelle, requièrent aussi une formation à l'administration et à la gestion.

Les stages de découverte ou de formation en entreprises sont souvent difficile à obtenir et pourtant essentiels pour appréhender le monde de l'entreprise ou valider une première expérience professionnelle. Beaucoup d'entreprises sont réticentes à consacrer du temps à accueillir des stagiaires. Considérant que nombre d'entre-elles, à un titre ou à un autre reçoivent des subventions ou bénéficient de commandes publiques, nous suggérons que l'obtention de ces subventions ou de ces marchés soient conditionnés à l'accueil de stagiaires.

A la question « demain tous autoentrepreneurs », nous répondons de façon nuancée. Gare à ne pas « *laisser sur le carreau ceux qui ne savent pas faire...* » parce qu'ils n'auraient pas reçu de formation adéquate, parce que la gestion d'une entreprise, même micro, fait appel à des compétences particulières ainsi qu'à la rigueur administrative. Mais alors, ce monde d'autoentrepreneur signifierait-il la fin de la défense des travailleurs et l'exacerbation de « la loi de la jungle » ? En fait, peu d'entre nous avons le recul suffisant pour porter un jugement pertinent. « *Moi j'ai ma micro et ça me va bien. Je ne me sens pas du tout isolé, seul dans mon coin, puisque tous ceux avec qui je travaille ont le même statut que moi !* »

D'autres parlent du système des coopératives d'activités qui réunissent des personnes au sein d'une scop... Découverte de systèmes différents et ouverts, envies de connaître d'autres façons de travailler et d'autres organisations d'entreprises : là aussi, l'idée d'une plateforme d'information présentant l'ensemble des statuts pour choisir « son statut adéquat » est identifiée.

Donc, non pas « demain tous autoentrepreneurs », mais demain « *un monde du travail porteur de sens, dans lequel l'autoentrepreneur aurait une place sécurisée autant que le salarié ou le dirigeant d'entreprise* ». Quoiqu'il en soit, il faudra faire évoluer les formations des jeunes de fond en comble...

L'évolution immatérielle

L'essentiel de nos activités est lié à « l'intelligence artificielle » et à l'omniprésence de l'outil numérique, tant dans notre vie professionnelle que notre vie privée.

Si dans un passé récent, la fracture numérique était essentiellement une inégalité d'accès aux infrastructures, aujourd'hui, alors que cet équipement collectif est pratiquement accessible par tous, la fracture numérique s'est déplacée vers l'accès aux outils numériques. Là encore, c'est la formation qui est nécessaire pour réduire cette fracture ainsi que l'accès aux logiciels libres.

L'accompagnement aux nouvelles technologies (à leur utilisation, mais aussi à leur compréhension critique) sera de plus en plus nécessaire pour décrocher les emplois de demain, et cet accompagnement est encore à mettre en place.

L'évolution des nouvelles technologies est constante et on imagine qu'en permanence il faudra réactualiser nos connaissances, nous former et nous adapter. Cette adaptation à l'évolution des nouvelles technologies est facteur de sécurité d'emploi.

L'attente sur le rôle de la Métropole dans l'accompagnement à l'évolution numérique est celle d'une mise en réseau des informations relatives à cette évolution afin de préparer, aiguiller et dédramatiser, sur le sujet, les incertitudes de demain : sorte d'aiguilleur du numérique, avec la garantie du service public pour la sécurité informatique, des données et pour l'accès à tous.

Un monde durable

Pour aller vers un monde durable, nous pensons qu'il faut partir et composer avec ce qui existe, se focaliser sur les idées, les matériaux et les personnes présentes sur le territoire qui permettront d'avancer vers un monde plus respectueux de l'environnement et ménageant une économie fragile.

Composer avec ce qu'on a c'est éluder toutes les « fausses bonnes idées » et technologies hasardeuses qui circulent, et se donner des objectifs atteignables, avec un gros effort de sensibilisation et d'éducation notamment des jeunes « *et de nos parents. Chez moi, c'est ma sœur et moi qui mettons la pression sur nos parents, pour le tri des déchets et manger moins de viande* ». En fait, il ne s'agit rien de moins que de réencaster nos besoins dans les limites de la planète...

Orienter le secteur de la recherche

Composer avec ce qu'on a, c'est s'appuyer sur les pôles scientifiques existant sur le territoire, avec leurs 20 000 chercheurs. Ce secteur de la recherche est déterminant pour l'attractivité de la Métropole, mais il faut en retour que Grenoble reste attractif pour ces chercheurs, afin qu'ils choisissent de faire une partie de leur vie ici. Recherche-développement-innovation : nous peinons à nous représenter la « puissance cérébrale » cumulée de ces 20 000 chercheurs. Ce dont nous sommes persuadés en revanche, c'est qu'il s'agit d'un outil de développement formidable au service de nouveaux enjeux économiques et sociétaux, par exemple pour une écologie industrielle axée sur la réutilisation des matériaux et, plus largement, les transitions énergétique et écologique de la société.

Renforcer le rapport à la nature

Grenoble est une ville agréable mais vide l'été, elle peut être plus accueillante pour ses visiteurs durant cette période. L'été est suffoquant ici, et le sera demain encore davantage. Il n'est donc pas superflu d'anticiper le dérèglement climatique par l'adaptation du territoire. Plus de végétation, d'arbres par exemple apporterait de la fraîcheur et la rendrait plus propice aux activités de plein air en soirée.

Par ailleurs, le patrimoine naturel et culturel alentour mérite une meilleure valorisation et pourrait constituer une offre touristique complémentaire intéressante. Cette proximité avec une nature exceptionnelle, nous la connaissons bien. Elle n'est pas forcément synonyme de haute randonnée dans les massifs environnants, et comprend les rives de l'Isère et du Drac ou le parc du château de Vizille...

Un de nos groupes a débattu de la protection de la nature. Toutes ces espèces qui disparaissent, que nous faisons disparaître alors qu'elles font partie du monde. Pas facile d'agir pour les éléphants, les tigres, les requins... Pas facile non plus de repousser les limites de la planète, puisque c'est ce dont il s'agit. Sauf, peut-être, sur un point qui nous fait converger : la consommation de viande. Limiter sa consommation de viande de mauvaise qualité, pour mieux savourer les bons morceaux. Après tout, la viande à tous les repas est une habitude acquise il n'y a pas si longtemps. Est-ce si difficile de revenir dessus ? « Oui », disent certains. « *Une bonne entrecôte, quand même, ça ne se refuse pas !* » « Non », disent les autres, « *puisque c'est une question de volonté* ». « Oui et non » est donc la bonne réponse : de la progression et de la mesure en toutes choses, pour aller de l'avant. Telle pourrait être, finalement, la devise de notre groupe.

Agir dans la proximité

Notre territoire montre une belle diversité agricole et alimentaire. Comment participer au développement de circuits de production et de consommation de proximité, pour ces produits de qualité ? En tant que consommateurs du quotidien, nous souhaitons la mise en œuvre de projets

ambitieux dans au moins un champ que nous pratiquons ou que nous avons pratiqué il y a peu : la restauration collective. Outre la lutte contre le gaspillage dans les cantines que nous fréquentons, cette action permettrait à de nombreux jeunes comme nous de goûter à ces produits locaux.

Ce n'est pas vers un repli sur soi que nous voulons aller. Disons que nous avons pleinement conscience que sur beaucoup d'aspects, le respect de l'environnement peut se traduire par une meilleure qualité de vie. Nous avons déjà parlé de la voiture. Nous ne souhaitons pas sa disparition car plusieurs d'entre nous y sont attachés pour tout un tas de raisons ; cependant, une majorité de notre groupe n'est pas opposée à en limiter l'usage... à condition que les moyens de transports respectueux de l'environnement offrent réellement un meilleur service aux usagers. D'autant que limiter la place de la voiture permettrait de libérer l'espace public au bénéfice d'autres usages, y compris planter des arbres : *« j'aime bien les arbres. Je les trouve beaux avec leur feuillage ; et ces grands sapins. On pourrait même planter une forêt à Grenoble, à partir du parc Mistral jusqu'au campus et au-delà. Une forêt dans la ville, avec des points d'eau et de la fraîcheur ! ce serait fort ! »*.

L'énergie est au cœur des interrogations, pour sa disponibilité future et son impact sur la pollution et le climat. Nous n'apportons pas ici d'avis tranché si ce n'est pour partager la nécessité d'une part toujours croissante des énergies renouvelables dans notre approvisionnement énergétique ; des turbines immergées dans le Drac, des panneaux solaires sur les (grandes) toitures...

Mais attention aux mauvais messages, ceux qui amènent le trouble et la défiance. Pendant des années, l'usage des poêles à bois ou des moteurs diesel a été encouragé. *« Brûler du bois c'est naturel. En roulant en diesel, on consomme moins de carburant et c'est mieux pour l'effet de serre. Bon pour l'économie, bon pour l'environnement, bon pour la facture énergétique ! »* Dix ans plus tard on nous dit juste l'inverse : *« T'as un poêle, tu pollues grave ! Tu roules en diesel, tu pollues encore plus grave ! »* Alors, qui croire ? Pourquoi ? Que faire de notre mauvaise conscience, la nôtre et celle de nos parents qui, en toute bonne foi, « ont suivi la consigne » ?

Bon, tel que nous le comprenons, l'objectif fondamental semble aujourd'hui être une réduction de la demande en énergie, y compris dans le domaine des transports, d'éviter le gaspillage dans tous les secteurs d'activité, de trier et recycler les déchets encore et encore.

Avec toute cette intelligence, ces milliers de chercheurs, ses entreprises de pointe, pourquoi ne pas faire de Grenoble la capitale de l'économie écologique, sociale et solidaire ? L'accueil de conférences publiques, de forums en lien avec son activité scientifique, par exemple, pourrait contribuer à sa renommée nationale et internationale.

Un monde solidaire

Un monde solidaire c'est un monde de lien et nous soulignons l'importance de la mise en lien de toutes les initiatives dont nous parlons ici, pour les dynamiser en les portant à la connaissance du plus grand nombre.

Nous partageons collectivement l'aspiration à un monde plus solidaire. Les inégalités sociales sont évidentes et nous percevons notamment une grande disparité entre les différents quartiers, pour l'accès aux services publics, aux déplacements, au travail.

Pourtant, nous réalisons au cours de nos échanges, qu'il existe sur la Métropole une très grande variété d'initiatives, portées par les collectivités, par des associations, ou issues de volontés individuelles qui sont à notre sens, autant d'actions pertinentes et efficaces pour réduire ces inégalités. Ces initiatives souffrent de deux failles principales, celle d'être inégalement et insuffisamment présentes sur l'ensemble du territoire, et celle d'être méconnues pour de trop nombreux bénéficiaires potentiels.

Ainsi, la plupart des besoins collectifs que nous exprimons pour une agglomération plus solidaire, trouvent déjà une réponse pratique et pertinente, quelque part sur le territoire. Encore faudrait-il les soutenir notamment en les valorisant via par exemple des plateformes présentielle ou numériques.

Une action sociale nécessaire

La « Politique de la ville » a contribué largement à la restauration des quartiers dits sensibles. L'amélioration de l'environnement, les aménagements urbains, la restauration ou la destruction des immeubles vétustes ont certainement contribué à améliorer les conditions de vie. Mais on note rapidement certaines dégradations qui soulignent un manque d'appropriation par les habitants. Nous pensons que de tels projets qui ont pour objet d'améliorer les conditions de vie des habitants doivent faire l'objet d'une implication et d'une concertation plus étroite de ceux qui y vivent.

Nous notons que la restauration de ces quartiers a eu peu d'impact sur la mixité de leur population. Les quartiers dont les habitants sont majoritairement issus de l'immigration le restent. Et ils accueillent très peu d'habitants venus d'ailleurs. Des actions complémentaires doivent être envisagées pour répondre à cet objectif.

Les moyens dédiés aux opérations « politique de la ville » sont réservés à des quartiers dits « difficiles », or de très nombreux quartiers que l'on pourrait qualifier « d'intermédiaires » en sont exclus, alors qu'ils connaissent sensiblement les mêmes besoins. On retrouve pour ces quartiers, les mêmes différences de traitement pour ce qui est de l'animation sociale ou le maintien des services publics dont nous parlons plus loin.

L'action sociale, l'animation culturelle et sportive sont très présentes dans certains quartiers et beaucoup en ont appris l'existence à travers nos échanges. Centre Social, MJC, maison des habitants, on souligne ainsi le rôle d'une maison de quartier qui prend en charge les jeunes sur leur temps libre, organise diverses activités sportives des sorties de ski et monte même avec eux des projets de voyage à l'étranger. « *Sans la maison de quartier, je n'aurai jamais pu faire de ski, ni l'escalade...* ». Ces activités sont accessibles à toutes les bourses grâce à la modulation du quotient familial.

Nous faisons le constat que ces structures et associations sont autant d'outils adaptés et essentiels pour lutter contre la discrimination économique et sociale. Elles pêchent toutefois par leur répartition très inégale sur l'agglomération et nombre de quartiers en sont dépourvus. Par ailleurs, elles sont méconnues de nombreux bénéficiaires potentiels.

Nous soulignons donc l'importance pour la collectivité de maintenir et de développer de manière adaptée sur l'ensemble de son territoire, ces structures d'animation sociale et de soutenir parallèlement l'activité des associations qui servent ce même objectif.

La solidarité à travers la vitalité associative

La vitalité associative joue un rôle moteur essentiel dans l'animation des quartiers, le « vivre ensemble » et la solidarité, mais aussi plus largement dans la vie culturelle et l'activité sportive. On note aujourd'hui une nette érosion de l'engagement bénévole. Nous faisons collectivement le constat que l'engagement des jeunes notamment, serait singulièrement renforcé s'ils étaient mieux informés et sollicités. Nous suggérons que se multiplient sur la métropole des « journées des associations », « semaines des associations » ou « semaines du bénévolat » afin d'ouvrir les associations au public et aux multiples engagements qui y sont offerts. Nous suggérons également l'organisation de « stages en associations » à l'instar des stages en entreprise, et l'intervention en milieu scolaire, afin de sensibiliser les jeunes à l'engagement bénévole.

La mixité sociale

La mixité sociale reste un objectif essentiel pour cultiver le sentiment d'appartenance à une collectivité. Nous avons vu plus haut que les politiques de la ville, malgré les moyens mis en œuvre, peinent à atteindre cet objectif. Les quartiers rassemblent le plus souvent de manière uniforme des habitants issus des mêmes classes socio-économiques, ou les mêmes origines culturelles. Nous pensons qu'une répartition plus homogène du logement social sur l'ensemble de l'agglomération serait une contribution efficace à la mixité de l'habitat.

Ce défaut de mixité se retrouve notamment dans le monde du travail. Les difficultés à l'embauche des jeunes des quartiers défavorisés sont loin d'être une légende. Nous pensons qu'il est nécessaire de créer des passerelles entre la jeunesse des quartiers et les entreprises. En encourageant les entreprises à accueillir les jeunes en stages, en invitant les entreprises à présenter leur activité au sein des établissements scolaires, autant d'opportunités pour provoquer une rencontre.

L'emploi, la formation

Nous sommes sensibles, car sans doute intéressés au premier chef, au problème que pose aujourd'hui l'accès à la formation, aux stages et finalement à l'emploi.

Il nous semble important de créer plus de passerelles entre le monde du travail et le milieu scolaire. Les jeunes ont besoin de mieux connaître les filières et les métiers qui leur sont offerts. Les stages sont un outil important pour répondre à cet enjeu, nous avons évoqué plus haut les obstacles à lever.

Nous pensons aussi qu'il est important de créer des rencontres entre les professionnels et les jeunes. La seule documentation est insuffisante et mal adaptée pour connaître une filière, pour susciter l'intérêt. Les professionnels sont les plus aptes à expliquer leur métier, ses atouts, ses difficultés, et le chemin qui peut y conduire, à donner envie. En conséquence, nous suggérons l'organisation de ces rencontres au sein des collèges et des lycées de la Métropole. A la suite de ces rencontres pourrait se mettre en place le principe d'un tutorat entre un ou une professionnel-le et un élève qui en manifeste l'intérêt, afin qu'il soit accompagné dans la poursuite de son projet.

Un monde accessible à tous

La prééminence des nouvelles technologies rend parfois difficile l'accès aux informations et aux services à certaines populations. Par ailleurs et parfois simultanément à cette difficulté s'ajoute l'obstacle de la langue. Nous suggérons à la Métropole et aux communes, une meilleure adaptation des services publics à la diversité des populations, des langues et des cultures. Nous pensons notamment à des services de traduction, d'écrivain public et de formation à l'outil informatique.

Pour tous, la satisfaction des besoins primaires

Et pour terminer, nous voulons souligner, ce qui ne devrait plus être un sujet aujourd'hui mais qui l'est malheureusement encore, la satisfaction pour tous des besoins primaires. L'alimentation, un logement décent et l'accès aux soins. Nous avons souligné l'existence d'actions de solidarité qui s'emparent de ces sujets, comme les « frigos solidaires » par exemple qui permette de subvenir aux besoins des plus démunis tout en limitant le gaspillage. Ces initiatives sont à soutenir bien entendu, mais à notre sens, ces enjeux relèvent prioritairement de l'action publique.

Conclusion

La réponse à la question

Qu'attendiez-vous de nous ? Répondre à une question ou plutôt, à la question que vous vous posez. Confiance pour confiance, c'est à la fin de nos échanges que la réponse est apparue comme une évidence, à l'instar de ces anciens procédés photographiques où tout à coup fleurit au fond du bac une image précise, alors qu'une minute auparavant l'on ne distinguait rien.

Nous ne voulons pas plus, nous n'exigeons rien tout de suite. Nous avons appris à faire avec ce que nous avons et curieusement, alors que nous possédons l'agilité propice à nous balader sans effort sur la Toile, il nous manque des tas d'informations afin d'améliorer notre quotidien.

« *Rêvez un peu, vous êtes trop dans l'opérationnel !* », nous lança un animateur au milieu du jour n°2.

Rêver de quoi ? De prises pour recharger nos smartphones ? De wifi et de 4G gratuit, partout et tout le temps ? Si vous croyez que ça nous pose un problème ! On s'adapte avec ce que l'on a, voilà tout !

Rêver pourquoi ? D'un monde plus tolérant ? Plus juste ? Plus durable ? Ce ne sont pas des rêves, ce sont des nécessités absolues !

Nos suggestions, nos recommandations

Comment la Métropole grenobloise pourrait-elle aider sa jeunesse ? Autour de quelles priorités et à l'appui de quels dispositifs pourrait-elle s'organiser pour nous aider à surmonter la difficulté objective du passage à la vie d'adulte, cette *vie d'après* ?

Voici quelques pistes qui synthétisent, en quelques sortes, nos trois journées de débat :

Que soient mis en valeur les atouts de notre territoire pour nous donner envie d'y vivre. Ces atouts sont notamment les suivants : un territoire à taille humaine, un cadre et un environnement exceptionnels, de multiples initiatives citoyennes, une « intelligence collective » grâce aux pôles scientifiques et aux entreprises engagées dans la recherche-développement-innovation.

Que l'action publique, dans ses différentes composantes, nous accompagne, lorsque nous en avons besoin, pour nous sentir en sécurité et nous permettre de voler de nos propres ailes, de nous mouvoir, de créer, d'expérimenter, de sauter d'une activité à l'autre. Trop souvent en effet, lorsque nous sortons d'études sans emploi pérenne et correctement rémunéré, nous n'avons plus le droit à rien, sinon à payer tout au prix fort !

Que la Métropole organise une mise en lien, un centre de ressources, un forum permanent de rencontres, afin que nous puissions y trouver les informations dont nous avons besoin sur les dispositifs d'aide à l'activité, au logement, aux démarches administratives, etc. plutôt que de courir d'une institution à l'autre et ne rien y comprendre.

Voilà, l'essentiel est dit et nous vous remercions, vraiment, de nous avoir donné la parole.